



Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets

Pour diffusion immédiate

COMMUNIQUÉ

Programme biogaz: Le Front commun accueille favorablement le financement de l'Action 14 du *Plan d'action 2006-2012 de lutte contre les changements climatiques*

Montréal, le 12 décembre 2007 - Le Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets (FCQGED), qui regroupe 89 organismes environnementaux répartis sur l'ensemble du territoire de la province, accueille favorablement l'annonce de l'investissement de 38 millions de dollars afin de financer des infrastructures d'élimination de biogaz pour les lieux d'enfouissement qui ne sont pas visés par le Règlement sur l'enfouissement et l'incinération des matières résiduelles (REIMR).

"Il y a un gain environnemental évident dans la mise en application de cette action. Même si seuls les sites de petites tailles sont ciblés par l'Action 14, ils représentent néanmoins environ 90% des lieux d'enfouissement en activité au Québec" soutient Gilles Côté, président de l'organisme.

En ce qui a trait au financement des mesures de l'Action 15 du *Plan d'action 2006-2012 de lutte contre les changements climatiques* qui prévoit le financement d'infrastructures de valorisation des biogaz par les plus gros sites, le Front commun est contre. "Seulement une poignée de sites seraient visés par cette action. De plus, ils sont déjà visés par l'article 32 du REIMR. Les financer reviendrait à accroître leurs énormes profits avec des fonds publics en les aidant à vendre leur biogaz, ce que certains d'entre eux font déjà" précise Louis Charest, vice-président de l'organisation. "Agir de la sorte serait reconnaître les biogaz comme étant une énergie renouvelable et encourager leur production, alors que c'est leur décroissance que nous devons viser en détournant les matières putrescibles de l'enfouissement, comme c'est le cas en Nouvelle-Écosse. C'est là que nous devrions investir" poursuit-il.

Fait à noter, la ministre du Développement durable, de l'environnement et des Parcs, Madame Line Beauchamp, avait reconnu en commission parlementaire le 25 octobre dernier, que les biogaz ne faisaient pas partie des énergies renouvelables. Le Front commun attend maintenant du gouvernement Charest une certaine cohérence dans la mise en place de ses politiques.

-30-

Pour information : M. Karel Ménard, (514) 396-2686